

Le report de l'équilibre n'est plus un tabou

BUDGET

Le gouvernement fédéral va-t-il lâcher le dogme de l'équilibre budgétaire en 2018, qui figure pourtant dans l'accord de gouvernement ? La question n'est désormais plus taboue. Tout a commencé ce samedi, dans l'interview que Kris Peeters a accordée au *Soir* et au *Standaard*. Il disait que l'équilibre en 2018 avait été décidé et qu'il fallait se tenir à cette décision. Mais il ajoutait : « *À moins que les Finances et le Budget ne disent qu'ils voient les choses différemment.* » Cela n'a l'air de rien, mais c'est une porte ouverte.

Le ministre des Finances plus ferme

Et c'est d'ailleurs comme cela que l'a compris le ministre des Finances, Johan Van Overtveldt. Et lui non plus ne ferme pas totalement la porte, même s'il se montre plus ferme. « *Le retour à l'équilibre structurel en 2018, comme le prévoit l'accord de gouvernement, reste le point de départ,* a-t-il indiqué. *Toucher à cet objectif ne pourra se faire que via une décision de l'ensemble du gouvernement. Il doit encore être pos-*

sible de réaliser des efforts avec plus d'efficacité et d'engendrer des économies socialement responsables quand on constate que le niveau des dépenses publiques continue de dépasser les 50 % du PIB en Belgique. Les objectifs budgétaires seront à chaque fois mis en péril si la souplesse de notre économie n'est pas renforcée. »

Dans nos colonnes, Kris Peeters invitait à la prudence dans les efforts budgétaires pour éviter que la croissance et l'emploi renaissants ne soient affectés. Johan Van Overtveldt s'inscrit en faux contre l'argument selon lequel la poursuite de l'assainissement pourrait mettre à mal le relèvement de l'économie. « *Cette argumentation résonne comme du keynésianisme dépassé,* a-t-il réagi. *La Belgique est une économie ouverte, de petite taille. Notre position concurrentielle internationale est bien plus importante pour l'évolution de la croissance et la création d'emplois. De plus, une réduction du déficit promue par des mesures d'économies accroîtra la confiance des consommateurs et des entreprises et dynamisera les dépenses et la croissance,* a-t-il conclu. ■

B.Dy (avec Belga)